

Collection « Sociologie économique »
dirigée par Jean-Louis Laville

avec un comité éditorial composé de
Mark Granovetter, Benoît Lévesque,
Enzo Mingione, Richard Swedberg

Les mutations contemporaines engendrent une reconfiguration des rapports entre social et économique, qu'il s'agisse des phénomènes de globalisation ou de passage à une société de services. Ces changements de grande ampleur posent de nouvelles questions aux sciences sociales. Ils incitent en particulier à la réactualisation d'une problématique fondatrice de la sociologie, l'étude des rapports entre économie et société. S'inscrivant dans cette perspective, la collection a pour ambition :

- de questionner l'ordre économique et les risques toujours à l'œuvre de sa naturalisation en s'ouvrant à la pluralité des formes et logiques économiques observées empiriquement ;
- d'éclairer des sujets d'actualité à partir des points de vue, des outils et des théories sociologiques ;
- d'articuler analyses critiques et reconnaissance de pratiques sociales émergentes notamment dans le champ de l'économie solidaire, afin d'alimenter les débats publics.

Retrouvez tous les titres parus sur
www.editions-eres.com

Socioéconomie
et démocratie
L'actualité de Karl Polanyi

Ont participé à cet ouvrage :

Vicki Birchfield

politologue, Sam Nunn School of International Affairs, Atlanta

Jérôme Blanc

économiste, université Lyon 2

Michael Burawoy

sociologue, université de Californie, Berkeley

José Luis Coraggio

économiste, université de General Sarmiento, Buenos Aires

Nancy Fraser

philosophe, New School for Social Research, New York

Keith Hart

anthropologue, université de Pretoria et London School of Economics

Marguerite Mendell

économiste, université Concordia, Montréal, directrice du Karl Polanyi
Institute of Political Economy

Nicolas Postel

économiste, université Lille

César Rodríguez Garavito

sociologue et juriste, université des Andes, Bogota

Jean-Michel Servet

économiste, Institut des Hautes Études internationales et du
développement, Genève

Richard Sobel

économiste, université Lille 1

Boaventura de Sousa Santos

sociologue, université de Winconsin-Madison et université de
Coimbra, Portugal

Sous la direction de
Isabelle Hillenkamp
et Jean-Louis Laville

Socioéconomie
et démocratie
L'actualité de Karl Polanyi

érès
The logo for Érès editions, featuring a stylized lowercase 'é' with a vertical line through it, followed by the word 'rès' in a bold, sans-serif font. The word 'éditions' is written vertically in a smaller font inside the vertical line of the 'é'.

Conception de la couverture :
Florent Leville

Réalisation de la couverture :
Anne Hébert

Version PDF © Éditions érès 2013
ME - ISBN PDF : 978-2-7492-3750-3
Première édition © Éditions érès 2013
33, avenue Marcel-Dassault, 31500 Toulouse
www.editions-eres.com

Aux termes du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle de la présente publication, faite par quelque procédé que ce soit (reprographie, microfilmage, scannérisation, numérisation...) sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'autorisation d'effectuer des reproductions par reprographie doit être obtenue auprès du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, tél.: 01 44 07 47 70 / Fax: 01 46 34 67 19.

Table des matières

Introduction	
<i>Isabelle Hillenkamp, Jean-Louis Laville</i>	7

I

PENSER AU-DELÀ DE LA CRISE. CONTRIBUTIONS DE LA PHILOSOPHIE, DE LA SOCIOLOGIE, DES SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Marchandisation, protection sociale, émancipation : vers une conception néo-polanyienne de la crise capitaliste	
<i>Nancy Fraser</i>	39
La contestation de l'idéologie du marché : articuler Polanyi et Gramsci	
<i>Vicki Birchfield</i>	65
La sociologie publique face au marché	
<i>Michael Burawoy</i>	89
Crise de la pensée, pensée de la crise	
<i>Nicolas Postel, Richard Sobel</i>	105

II

LIER LE POLITIQUE ET L'ÉCONOMIQUE. DES EXPÉRIENCES DE DÉMOCRATISATION AUX NIVEAUX LOCAL, NATIONAL ET INTERNATIONAL

Alternatives économiques : les nouveaux chemins de la contestation	
<i>Boaventura de Sousa Santos,</i> <i>César Rodríguez Garavito</i>	127

La démocratisation économique comme processus institué <i>Marguerite Mendell</i>	149
De Polanyi à l'économie sociale et solidaire en Amérique latine <i>José Luis Coraggio</i>	169

III

ABORDER L'ÉCONOMIE PLURIELLE
DANS SON RAPPORT À LA DÉMOCRATIE.
DES CONCEPTS ACTUALISÉS,
PERTINENTS POUR LA RECHERCHE EMPIRIQUE

Le principe de réciprocité aujourd'hui. Un concept pour comprendre et construire l'économie solidaire <i>Jean-Michel Servet</i>	187
Le principe de <i>householding</i> aujourd'hui. Discussion théorique et approche empirique par l'économie populaire <i>Isabelle Hillenkamp</i>	215
Penser la pluralité des monnaies à partir de Polanyi : un essai de typologie <i>Jérôme Blanc</i>	241
Avec Polanyi et Mauss. Vers une théorie de la démocratie et de l'économie plurielles <i>Jean-Louis Laville</i>	271
Postface <i>Keith Hart</i>	301

Introduction

Isabelle Hillenkamp
Jean-Louis Laville

Au moment où la théorie économique standard s'est renforcée tant dans son statut académique dominant que dans son influence sur les méthodes de gouvernement, s'est paradoxalement affirmée au niveau international une socioéconomie qui lui est opposée au sens où elle relie analyse économique et autres sciences sociales pour viser « la compréhension effective des économies modernes dans toute leur dimension sociale » (Convert, Jany-Catrice, Sobel, 2008, p. 7).

SOCIOÉCONOMIE ET PLURALISME

Ce courant n'est pas unifié, mais il est constitué par diverses analyses qui ont en commun d'étudier les rapports entre économie et société. Son programme de recherche peut être rapporté au concept de pluralisme. Il regroupe à la fois une nouvelle socio-

Isabelle Hillenkamp, enseignante-chercheure, Institut de socioéconomie de l'université de Genève et Pôle national suisse de recherche LIVES, membre du réseau européen Emes.

Jean-Louis Laville, professeur du Conservatoire national des arts et métiers ; coordinateur européen du Karl Polanyi Institute of Political Economy, Montréal ; chercheur au Lise (CNRS-Cnam) et à l'Ifris, Paris ; membre des réseaux européens Emes et sud-américain Riless.

logie économique mettant en évidence la pluralité des marchés, comme des hétérodoxies économiques insistant sur la pluralité des formes de rationalité et des modes de coordination, voire des capitalismes.

La « *New Economic Sociology* » (Granovetter, 2008 ; Lévesque, Bourque et Forgues, 2001, p. 125-147) représente probablement le courant le plus marquant du renouveau de ces dernières décennies, en tout cas dans le monde anglo-saxon. La construction sociale des marchés est au cœur de son projet. Elle propose une analyse structurale des réseaux sociaux qui interroge à partir d'observations empiriques l'atomisme de l'économie orthodoxe : les acteurs économiques sont considérés non pas comme des monades, mais comme entretenant des relations qui influencent leurs comportements. S'ils ne sont pas les seuls champs d'application de l'analyse structurale, les marchés constituent en effet l'objet autour duquel les travaux d'auteurs comme Harrison White (1981), Burt Ronald (1983) et Mark Granovetter (1985) sont entrés en dialogue pour former une direction de recherche distincte de la sociologie fonctionnaliste de Talcott Parsons, comme de l'économie néo-institutionnelle d'Oliver Williamson. Dans une veine proche, des recherches comme celles menées en France au sein du Centre de sociologie de l'innovation (Callon, 1998 ; Cochoy, 2002 ; Dubuisson-Quellier, 2009) s'inscrivent dans la nouvelle sociologie économique en abordant « les dispositifs matériels, les règles formelles et les significations culturelles » comme des éléments susceptibles de cadrer et d'organiser « la variété des marchés concrets » (Le Velly, 2012, p. 21-56).

Dans les pays francophones, divers courants hétérodoxes à la frontière entre sociologie et économie réfutent également les postulats de la théorie néoclassique. D'un point de vue sociologique, l'activité économique est considérée comme un fait social qui s'impose à tous dans la tradition durkheimienne ou comme une activité sociale dans laquelle l'acteur oriente son comportement par rapport à autrui dans la tradition weberienne. Cette activité, dont il n'est pas possible d'identifier « un ensemble de signes objectifs spécifiques » (Steiner et Vatin, 2009, p. 5), est conçue au travers de l'ordre, de l'organisation ou des structures sociales qu'elle requiert (Bourdieu, 1997), du sens octroyé par les acteurs à la rareté ou de la croyance en la « performativité économique » (Muniesa et Callon, 2009). Rejoignant la sociologie économique, notamment pour ce qui est de la mise en cause du modèle de choix rationnel au travers de l'étude des valeurs, les économistes critiques francophones de

l'école des conventions mettent l'accent sur la pluralité des formes de rationalité et des modes de coordination (Thévenot, 1995). La rationalité optimisatrice et la coordination marchande sont considérées comme un choix étroit d'hypothèses, qui est celui de la théorie standard (Favereau, 1989). Pour étendre cette théorie, le rôle des conventions dans l'économie et la diversité des modes de coordination, en particulier au travers de modèles de « justice » indispensables à différentes formes d'accord (Boltanski et Thévenot, 1991), sont pris en compte. Leur hypothèse a notamment été illustrée par des travaux sur les entreprises (Boltanski et Thévenot, 1989 ; Salais et Storper, 1993), ainsi que sur la monnaie et les pratiques monétaires (Aglietta et Orléan, 1998 ; Servet, 1999 ; Blanc, 2000, Théret, 2008).

La nouvelle sociologie économique et l'école des conventions, en adoptant le point de vue des activités ordinaires, attestent de la diversité des situations de marchés, avec dans certaines une proximité et une singularité (Karpik, 2007) affectant le déroulement des faits économiques. Toutefois, l'existence de ce pôle des économies de marché personnalisées et pour beaucoup territorialisées (Roustang et coll., 2000, p. 31-105) ne peut faire oublier la prégnance d'une économie fortement internationalisée dans laquelle les prix du marché sont issus de la confrontation des offres et demandes, et où prévalent l'abstraction des individus, une commune qualification des biens et l'autonomisation des prix vis-à-vis de toute considération locale. Ce second pôle attire l'attention sur les forces du marché au sens de Max Weber (1995), lorsque la formation des prix ne souffre aucune interférence relationnelle, que la survie matérielle suppose la participation au marché et que les décisions économiques sont guidées par cette implication (Bohannan et Dalton, 1965). Quand l'étude de ce second pôle est privilégiée, c'est la dynamique du capitalisme qui devient primordiale dans une économie et une sociologie centrées sur les facteurs explicatifs de la reproduction du système.

Pour ce qui est de l'économie, la théorie de la régulation (Aglietta, 1997 ; Boyer et Saillard, 2002) montre que le marché constitue une forme sociale parmi d'autres assurant la codification des rapports sociaux au sein du capitalisme. La régulation de différentes variantes du capitalisme repose ainsi sur des ensembles hiérarchisés de règles et de compromis stabilisés mettant l'économie en relation avec les autres domaines institutionnels. Ces ensembles constituent des formes institutionnelles, qui sont

au nombre de cinq : rapport social, forme de concurrence, régime monétaire, relations État-économie et insertion internationale. Comme l'écrit Robert Boyer (2009, p. 77), « se confronter au processus historique » sensibilise au constat des inflexions contextuelles « de toute rationalité supposée ». Le rapprochement avec la sociologie de Pierre Bourdieu apparaît alors logique par le biais du concept d'*habitus*. Pour ce qui est de cette sociologie de la reproduction, « l'organisation capitaliste constitue [...] un immense cosmos qui préexiste aux individus et dans lequel chacun doit vivre sans y pouvoir rien changer » (Bourdieu et coll., 1963, p. 313).

PENSER LES LIENS ENTRE PLURALISME ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE AVEC KARL POLANYI

En somme, la nouvelle sociologie économique comme l'école des conventions, en se concentrant sur les micro-arrangements, peuvent en arriver à sous-estimer les forces du marché, alors que les macro-synthèses telle la théorie de la régulation peuvent les surestimer en conférant au cosmos capitaliste un caractère implacable. Parce qu'elle tient compte des formes non marchandes de coordination et de l'interaction entre grands domaines institutionnels, la socio-économie francophone va certes plus loin dans l'analyse des rapports complexes entre économie et société que la nouvelle sociologie économique nord-américaine centrée sur la construction sociale des marchés. Mais ni l'une ni l'autre, du moins dans leurs développements principaux, n'abordent de manière approfondie la question cruciale des liens entre pluralité économique et politique. Ainsi, d'une part, l'insuffisante prise en compte des forces du marché dans la nouvelle sociologie économique et l'école des conventions peut aboutir à ne plus voir que l'extrême variabilité des marchés ; d'autre part, la focalisation sur les forces du marché dans les macro-synthèses peut déboucher sur un horizon borné par les formes institutionnelles du capitalisme. Toutes ces approches, par ailleurs fort contrastées, avalisent finalement la centralité du fait marchand dans le fait économique. Pour des raisons opposées, les interrogations sur la conciliation entre fait marchand et ordre politique, comme celles sur la compatibilité entre capitalisme et démocratie, sont délaissées. Rappelons qu'elles sont pourtant essentielles pour de nombreux auteurs de philosophie politique. Jürgen Habermas (1981, p. 379) souligne notamment qu'« entre capitalisme et démocratie, il y a un rapport de tension insurmontable ».

Il importe donc de réagir contre une vision étroite de la neutralité axiologique qui laisserait sans réponse cette problématique ravivée par la présente crise. Le scientisme obnubilé par la purification à l'égard de toute valeur est épistémologiquement intenable dans une période où la société dans son ensemble s'inquiète du rapport à l'économie. Selon une orientation proche de celle prônée par Philippe Chanial (2011), il apparaît nécessaire d'opter pour une socioéconomie adossée à une réflexion philosophique. Cela constitue la première caractéristique de ce livre, qui commence par des textes de philosophie politique et se poursuit avec des chapitres d'économie ou de sociologie en postulant une continuité et une contiguïté dans les préoccupations des contributeurs. Pour tous, il s'agit d'examiner les relations entre économie et société sous l'angle de la préservation et de l'approfondissement de la démocratie. L'œuvre de Karl Polanyi, qui porte sur les liens entre pluralité économique et politique, en constitue un support essentiel.

Au-delà de la pluralité des formes de rationalité et des modes de coordination, Polanyi (2011, p. 37-54) identifie en effet le sophisme économiste, c'est-à-dire le rabattement de l'économie sur le marché, comme un problème majeur de notre temps, suggérant en creux que la réhabilitation d'une pluralité de principes d'intégration économique serait susceptible de lui fournir une solution. Il accorde une large place à la démonstration de l'existence de cette pluralité de principes dits « d'intégration économique » : outre le marché, la réciprocité, la redistribution et l'administration domestique constituent selon lui des « principes de comportement » par lesquels « l'ordre est [...] assuré dans la production et la distribution » (Polanyi, 1944, p. 76, nous soulignons). Si le sophisme correspond à la définition formelle de l'économie par la rareté déterminant le caractère logique de la relation entre les moyens et les fins, la reconnaissance de la pluralité des principes d'intégration coïncide avec une définition substantive de l'économie. Cette dernière admet la dépendance de l'homme vis-à-vis de la nature et de ses semblables, et considère que la satisfaction des besoins humains passe par une interaction institutionnelle (*ibid.*, p. 55-88). En ce sens, une socioéconomie attentive à la pluralité institutionnelle et politique ne peut se contenter ni de l'examen détaillé de marchés particuliers, ni du constat récurrent d'une domination capitaliste. Il s'avère indispensable d'articuler une critique des tentatives d'absolutisation de l'ordre économique reposant sur sa définition formelle avec une attention pragmatique aux pratiques

socioéconomiques qui débordent les marchés, mobilisant des principes d'intégration rendus visibles par une conception substantive de l'économie. Polanyi met ainsi en garde contre une socioéconomie de portée limitée construite entièrement sur le concept d'échange, qui n'est universel que dans une société de marché. Il argumente pour un élargissement de la focale d'analyse afin de couvrir « ces zones où se rencontrent les frontières de l'économie de marché et de l'économie sans marché » (Polanyi, 1963, cité par Chavance, 2011, p. XXXIII). Sur le plan épistémologique, l'argument de Polanyi rencontre celui de Boaventura de Sousa Santos (2011, p. 34-38) en faveur d'une « sociologie des absences et des émergences ». Il importe en effet, selon la sociologie des absences, de montrer « que ce qui n'existe pas est en fait produit comme non existant » et, selon la sociologie des émergences, de « remplacer le temps linéaire [...] par des possibilités plurielles et concrètes, qui sont à la fois utopiques et réalistes ». L'enjeu est de combiner approches critiques et possibilistes pour ne pas s'enfermer dans des descriptions microsociales fragmentées, ni dans des interprétations macrosociales déterministes.

Le programme de recherche esquissé par Polanyi, portant sur les imbrications des sphères économique et politique, s'est heurté à nombre d'oppositions qui ont rendu difficile sa mise en œuvre. Elles méritent d'être évoquées parce qu'elles signalent l'abondance des résistances intellectuelles à une meilleure intelligence des interactions continues entre politique et économique (Hirschman, 1995, p. 329), mais aussi parce qu'elles mettent en évidence combien les changements intervenus dans les dernières décennies libèrent un espace pour de nouvelles perspectives inspirées par Polanyi. Ce sont d'abord les séparations disciplinaires et les spécialisations dans les sciences sociales qui ont concouru au cloisonnement de l'étude des deux sphères. La perspective de Polanyi a ensuite affronté, jusque dans les années 1970, un matérialisme historique se réclamant de l'économie en dernière instance et soupçonnant Polanyi de se désintéresser du capitalisme comme de la production pour se consacrer au marché et à la circulation. Dans cette vision déterministe, la priorité accordée à la propriété des moyens de production a pour corollaire de réduire les principes d'intégration économique à de simples modes de transfert. Enfin, depuis les années 1980, des référentiels se sont diffusés qui posent, pourrait-on dire, le politique en dernière instance, à partir d'une lecture de Hannah Arendt convertissant sa distinction

analytique entre les sphères en une dissociation empirique. Ils véhiculent une croyance en la réduction de l'emprise économique à partir d'une réhabilitation du politique qui mérite d'être confrontée à l'histoire du xx^e siècle. En effet, deux figures de hiérarchisation entre sphères économique et politique s'y sont succédé qui sont riches d'enseignements. Les projets d'économie dirigée, d'une part, ont bien montré les impasses d'une volonté de suppression du marché découlant d'une hégémonie du politique. Les convictions social-démocrates, d'autre part, selon lesquelles il suffirait de réguler le capitalisme marchand pour le domestiquer, livrent un bilan ambivalent. Elles peuvent certes être créditées d'une dé-marchandisation des risques sociaux (Esping-Andersen, 1990) dont les résultats en termes de niveau de vie et de lutte contre les inégalités ont été spectaculaires dans les Trente Glorieuses. Mais ce succès ne saurait faire oublier les contreparties : régulations établies au niveau national par des élites expertes cantonnant les citoyens dans une position d'assujettis ou de bénéficiaires du système, plus que de contributeurs ; et utilisation de la redistribution politique indexant de fait les progrès en matière de justice sociale sur les résultats de la croissance marchande, et donc fortement remise en cause par son ralentissement tendanciel depuis trois décennies. Ces faiblesses inhérentes aux social-démocraties expliquent que l'État providence, fragilisé par son déficit d'expression citoyenne et son financement dépendant des prélèvements sur l'économie de marché, n'ait pas trouvé de légitimité suffisante face aux attaques. L'accusation dont il a été l'objet dans les thèses dites « néolibérales » popularisées par Friedrich Hayek et Milton Friedman a certes rencontré un écho amplifié par les pouvoirs financiers et médiatiques, mais qui trouve aussi son origine dans l'essoufflement d'un scénario fondé sur l'endigement du capitalisme marchand par les seules régulation et redistribution publiques. Dans des sociétés marquées par un individualisme complexe (Corcuff, 2003 ; Corcuff, Le Bart, Singly, 2010), le manque de personnalisation et l'absence de sollicitation des usagers dans la construction des services qui leur sont destinés sont des obstacles rédhibitoires pour un État dont la posture panoptique n'est dès lors plus appropriée. Comme le mentionnait déjà Émile Durkheim (1893, p. XXXII), « un État hypertrophié » ne peut enserrer et retenir « une poussière infinie d'individus inorganisés ».

D'où l'actualité d'une grille d'analyse longtemp marginalisée qui dépasse le dilemme marché-État pour englober les principes de réciprocité domestique. C'est la seconde caractéristique de l'ouvrage : un pari sur les ressources heuristiques fournies par la pluralité des principes d'intégration économique pour penser le devenir démocratique des sociétés contemporaines. L'œuvre de Polanyi, caractérisée par sa visée éthique et politique, peut ainsi fournir des outils pour penser certains des problèmes les plus ardues de notre temps.

RETOUR SUR L'ORIGINALITÉ D'UNE ŒUVRE

Sa force tient sans doute à sa cohérence autour d'une préoccupation majeure : les contradictions entre capitalisme marchand et démocratie. Contre la vulgate libérale, il dénonce cette tension insurmontable, selon les termes d'Habermas cité plus haut, et ses conséquences pour la société. Bien avant la publication de *La grande transformation* en 1944, Polanyi, alors collaborateur du journal autrichien *Der Österreichische Volkswirt* (L'Économiste autrichien) puis du *New Britain*, interroge les liens entre la crise économique mondiale et la montée des régimes fascistes. Ces textes, auparavant inédits en français, ont été traduits et réunis par Michele Cangiani et Jérôme Maucourant dans *Essais* de Karl Polanyi (2008).

Dans un article de 1932 traduit en français sous le titre « Économie et démocratie », Polanyi s'inquiète du fossé grandissant entre ces deux piliers et fonctions de la société dans les opinions publiques occidentales. Il dénonce l'illusion selon laquelle l'« économie », au travers de techniques et d'échanges modernes, pourrait résoudre les blocages politiques qui se cristallisent alors dans une crise du parlementarisme. Il alerte ses lecteurs sur les dangers d'une époque qui a « laissé choir la démocratie comme s'il s'agissait d'une simple question de forme, et non de la plus haute expression de la conscience morale dans le contexte de l'État moderne » (Polanyi, 2008, p. 357). L'agencement des ordres politique et économique dans les sociétés occidentales, auquel sont consacrés les écrits de Polanyi durant cette période, manifeste selon lui une tendance insoutenable débouchant sur une impasse du point de vue de la liberté humaine : soit les sociétés, croyant privilégier leur fonction économique, se plient aux « lois » du marché et sacrifient la démocratie. Ce choix est celui des régimes

fascistes, fondés sur la négation de l'individu, ainsi que Polanyi le développe dans un texte de 1935 sur « L'essence du fascisme ». Soit les sociétés renoncent à l'indépendance de leur fonction économique et sombrent dans une autre forme de totalitarisme illustrée par le stalinisme.

La grande transformation prolonge et systématise cette analyse en faisant du marché autorégulateur le mécanisme de la désinsertion de l'économie vis-à-vis des autres ordres sociaux. Polanyi remonte alors aux conditions qui ont permis l'émergence de ce mécanisme dans l'Angleterre du XVIII^e siècle, à l'aube de la Révolution industrielle. Il détaille l'ensemble des mesures politiques, depuis les lois sur les pauvres (*Poor Laws*) du début du XVII^e siècle jusqu'à l'abolition, en 1834, de la loi de Speenhamland, qui ont favorisé son avènement. Il affirme qu'un tel bouleversement a reposé sur une « fabrique du diable » (*Satanic mill*), qui, consistant à transformer la terre, la monnaie et le travail en marchandises, disloqua la société, « écrasa les hommes et les transforma en masses » (Polanyi, 1944, p. 59). Au travers de multiples exemples, comme celui du mouvement chartiste au milieu du XIX^e siècle, par lequel les ouvriers anglais dénoncèrent le suffrage censitaire et réclamèrent l'accès à la sphère politique, Polanyi montre ce que l'absolutisation d'une économie de marché a supposé de déni de sa genèse politique – un tel déni étant d'ailleurs « inhérent à toute institutionnalisation réussie » selon Pierre Bourdieu (2012, p. 185). La séparation fictive entre l'économie et la politique apparaît alors comme une manœuvre permettant de mettre la société de marché à l'abri des revendications démocratiques, en alléguant la supériorité du principe de propriété, l'universalité du motif de « l'appât du gain » et l'inévitabilité des « lois » du marché. Ces offensives des tenants du marché appelaient, selon la thèse défendue dans *La grande transformation*, des contre-mouvements de protection de la société. Les sociétés de marché, du XIX^e siècle jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, se caractérisent ainsi, selon Polanyi, par l'équilibre précaire d'un « double mouvement » de libéralisation, portée par les classes commerçantes, et de protection sociale, soutenue notamment, et pour des motifs différents, par les propriétaires terriens et les classes ouvrières. Ce contre-mouvement est porteur d'un espoir de démocratisation, par une contestation des soi-disant impératifs d'autorégulation du marché. Mais, axé sur la protection, il peut aussi entériner les hiérarchies et les antagonismes de classe, et déboucher sur l'instrumentalisation de l'économie et de

la politique comme « armes dans une lutte pour des intérêts sectoriels » (Polanyi, 1944, p. 183). L'équilibre du double mouvement peut alors céder la place à la « crise fasciste » (*ibid.*).

Deux axes d'analyse se croisent dans *La grande transformation*. Le premier, et sans doute le plus visible, de nature historique, porte sur les contradictions entre capitalisme marchand et démocratie qui éclatent dans les années 1930, sur leurs racines dans la société de marché du XIX^e siècle et ses prémisses en Angleterre aux siècles précédents. Le second, de nature théorique, consiste à montrer les mécanismes par lesquels le capitalisme fondé sur un système de marché sape la fonction politique de la société.

Sa démonstration passe par ce qui peut apparaître comme un double détour : par les sociétés primitives de Mélanésie occidentale où les anthropologues Richard Thurnwald et Bronislaw Malinowski ont mis en évidence l'existence des principes de réciprocité et de redistribution ; et par la *Politique* d'Aristote, où ce dernier distingue la production pour le gain de la production pour l'usage, dont Polanyi tire le principe d'administration domestique. Ces « détours » s'inscrivent pourtant pleinement dans la démonstration théorique de Polanyi. Leur objectif est de montrer la contingence historique de la société de marché, du fait que l'immense majorité des sociétés archaïques et primitives fonctionnaient selon de tout autres principes.

Prolongeant cette ligne de recherche dans l'ouvrage collectif de 1957, *Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie*¹, Polanyi et ses collaborateurs de l'université de Columbia aux États-Unis analysent la place qu'occupe l'économie dans diverses sociétés, principalement anciennes, de l'Assyrie, la Mésopotamie et la Méditerranée orientale, à l'Amérique centrale, la Guinée et l'Inde. Ces textes sont complétés par des études monographiques, notamment *Dahomey and the Slave Trade: An Analysis of an Archaic Economy*, publié à titre posthume en 1966 par le collaborateur de Polanyi dans cette recherche, Abraham Rotstein. Par des études historiques et anthropologiques minutieuses et l'élaboration de concepts *ad hoc*, ces travaux restituent les logiques plurielles de fonctionnement de ces sociétés. Ils évitent l'écueil qui consiste à

1. Ouvrage codirigé avec M. Conrad Arensberg et W. Harry Pearson, dont le titre original en anglais est *Trade and Market in the Early Empires: Economies in History and Theory* (Glencoe, Free Press). Traduction en français de 1975 (Paris, Larousse université).

projeter les conceptions contemporaines de l'échange, dominées par le principe de marché, et à confondre commerce et marché, monnaie et commerce. Ces travaux peuvent ainsi démontrer que le marché n'a été qu'occasionnellement le principe organisateur de l'économie dans l'histoire de l'humanité. La période hellénique, la fin du Moyen Âge et la période libérale du XIX^e siècle sont présentées comme les trois principales exceptions à la règle selon laquelle l'économie est généralement insérée dans les rapports sociaux suivant les principes de redistribution, de réciprocité ou d'administration domestique. Des travaux ultérieurs en histoire et en anthropologie ont affirmé que les exceptions à cette règle ont été plus nombreuses que les trois envisagées par Polanyi et ses collaborateurs. Ces arguments ne remettent cependant pas en cause l'affirmation du caractère contingent du marché comme principe organisateur des sociétés et sa conséquence fondamentale pour les démocraties contemporaines : l'existence d'un système de marché ne saurait constituer une condition de la démocratie, puisque celle-ci a existé à de nombreuses époques en son absence (Caillé et Laville, postface dans Polanyi, 2008).

UN APPORT THÉORIQUE, POLITIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE

La congruence entre marché et démocratie, alléguée dans la thèse évolutionniste d'une fin de l'histoire (Fukuyama, 1993), ne résiste donc pas à une anthropologie économique (Hahn et Hart, 2010), qui met en évidence le risque pour la démocratie d'une économie fondée sur le seul marché. Dès lors, les références aux mouvements sociaux depuis le XIX^e siècle résonnent avec l'étude des systèmes économiques de différentes civilisations pour établir une autre histoire, non linéaire, dans laquelle des promesses exprimées dans le passé peuvent aider à « comprendre et agir aujourd'hui » (Castel, 1995, p. 12). Comme l'exprime Edward P. Thompson (1988, p. 16), la mise en évidence de « certaines causes perdues » hier peut « éclairer certaines plaies sociales encore ouvertes ». Enrichissant la réflexion sur le pluralisme politique d'Arendt par une critique de l'économie libérale aux accents proches de Karl Marx ou de John Maynard Keynes (Polanyi-Levitt, 2007) en y ajoutant le souci du pluralisme économique, l'œuvre de Polanyi fournit trois points d'appui cruciaux pour penser les relations entre socioéconomie et démocratie : théorique, politique et méthodologique.

Sur le plan théorique, par rapport au pluralisme économique étudié par Weber dans *Histoire économique* (1923, traduction 1991), ce que Polanyi appelle le désencastrement n'est pas l'autonomisation de l'économie marchande. C'est plutôt l'enrôlement du pouvoir politique dans le soutien à une définition formelle de l'économie qui contribue à sa naturalisation. La soumission des pouvoirs publics à une société de marché ou à un utilitarisme généralisé soustrait alors l'économie à toute délibération démocratique, comme si l'économie obéissait à des lois (Généreux, 2001) indépendantes de la société. Quand Polanyi évoque les effets du désencastrement, il les relie à la prophétie autoréalisatrice de l'homme économique (Laval, 2007), qui peut bien sûr intégrer des données de son environnement, mais décide à partir d'une rationalité formelle, selon un calcul censé être objectif de contributions et rétributions.

Pour certains, il y aurait une opposition entre la nouvelle sociologie économique nord-américaine soulignant l'amplitude de l'encastrement des activités économiques contemporaines et l'accent mis par Polanyi sur le désencastrement. Mark Granovetter s'est notamment positionné dans ce débat. Il s'est déclaré proche du « Polanyi analytique » distinguant l'échange, la redistribution et la réciprocité comme principes de l'action économique (Granovetter, 2008, p. 38-39). En revanche, prolongeant sa thèse de 1985 selon laquelle « les "substantivistes" surestimaient l'encastrement de l'action économique dans les sociétés précapitalistes et le sous-estimaient dans les sociétés modernes » (*ibid.*), cet auteur a voulu se distancier du « Polanyi polémique » de *La grande transformation*, qui surestimerait selon lui l'autonomie du marché dans les sociétés libérales du XIX^e siècle. Ce positionnement de Granovetter traduit en fait une méconnaissance de Polanyi qu'il a lui-même admise (Krippner et coll., 2004) et qui l'a conduit à confondre deux registres distincts. D'une part, l'encastrement renvoie aux particularités du cadrage (normatif, culturel...) repérable dans des marchés concrets. Parmi celles-ci, la nouvelle sociologie économique, dont Granovetter est emblématique, valorise l'encastrement réticulaire comme étayage par les relations sociales. D'autre part, l'encastrement renvoie à une insertion de l'ensemble de l'économie dans des règles (éthiques, religieuses, politiques...) qui lui sont extérieures. Dans la modernité démocratique, l'encastrement politique, défini comme l'ensemble des interactions entre pouvoirs publics et initiatives économiques, joue un rôle primordial. Un processus inédit de

désencastrement se déroule depuis le XIX^e siècle, en même temps que la laïcisation de la société autorise l'éventualité d'un réencastrement démocratique. C'est en ce sens que Polanyi argumente, dans *La grande transformation*, que le marché autorégulateur, nécessairement institué, avait atteint un tel degré de naturalisation, par la discrimination positive dont les pouvoirs publics le gratifiaient, qu'il appelait des mouvements d'autoprotection de la société visant à le réinsérer. Polanyi met ainsi en évidence le paradoxe du double mouvement de désencastrement-réencastrement.

La pertinence de cette problématique est à l'évidence confortée par les défis conceptuels propres à la globalisation. Pourtant, elle a été ignorée par bien des auteurs de la socioéconomie axée sur l'analyse des marchés. Parallèlement, comme le souligne de nouveau Le Velly (2012, p. 96), certains auteurs ont sélectionné des objets d'étude « relativement isolés du reste du système marchand capitaliste » pouvant les conduire à négliger l'encastrement au sens polanyien. Par exemple, Viviane Zelizer (1979, 1987, 1993), en s'intéressant à l'assurance décès, aux soins à domicile et à la garde d'enfants, produit des résultats sur la perméabilité de ces activités au marché, mais ne peut conclure sur la dynamique d'ensemble du système. Le néo-institutionnalisme sociologique est plus proche de Polanyi. Même s'il se concentre sur le niveau méso-économique au travers de la notion de champ organisationnel, il montre combien le cadre institutionnel homogénéise les comportements économiques à travers divers types d'isomorphisme (Powell et Di Maggio, 1991), sans nier par ailleurs le travail institutionnel par lequel des initiatives sociétales introduisent des innovations (Lawrence et Suddaby, 2006).

Sur le plan politique, le désencastrement peut mener jusqu'au constitutionnalisme économique comme chez Hayek qui recommande de « retirer au pouvoir politique, en particulier s'il est démocratique, la maîtrise de la politique économique » (cité par Maréchal, 2006, p. 110). Cet enfermement dans une acception formelle de l'économie est symptomatique de l'ordre néolibéral, mais il constitue aussi le drame des tentatives de rénovation social-démocrate dites de troisième voie (Giddens, 1998), qui ont concentré leur action sur des réformes de société touchant aux mœurs en avalisant les hypothèses néolibérales sur l'économie, déclenchant une perte corrélative de confiance populaire avec la montée du chômage et de l'exclusion.